ET SI...

Le SNE était le syndicat qu'il vous fallait pour le CA ?

NOUS CONTACTER

sne@ademe.fr

snefsu.org/sujets/le-sne-et-ses-sections/ademe/

Syndicat national de l'environnement



ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

En tant qu'élu.es, nous nous engageons à :

- Exprimer l'indispensable rôle d'expertise de l'ADEME et son nécessaire maintien
- Défendre les missions de l'Agence, sa vocation première d'agence d'objectifs, la spécificité de son statut d'EPIC, son fonctionnement hybride siège-directions régionales et sa place au sein des différents acteurs intervenant sur la transition écologique
- Encourager un fonctionnement interne et externe cohérent avec nos valeurs, notamment les aspects sociaux et de gouvernance élargie, afin de préserver dans la durée une agence guidée par l'intérêt général, l'expertise et la prise en compte du long terme, quelles que soient les alternances politiques
- Veiller à la cohérence de nos politiques et missions au regard des budgets et effectifs alloués
- Réinterroger la place des services de l'Etat en région sur les prises de décision pour redonner plus d'efficacité dans notre action au quotidien
- Défendre le collectif de travail et les effectifs
- Alerter les membres du CA et les tutelles dès que nécessaire sur la dégradation des conditions de travail et les renvoyer à leur responsabilité quant aux moyens et aux missions,
- Assumer la dimension éminemment politique de notre action sans se faire happer dans des logiques partisanes
- Proposer, dès que possible, des voies alternatives afin d'influer sur les prises de décision et sur la stratégie de l'Agence
- Préserver l'organisation d'une préparation intersyndicale des CA pour nous appuyer sur nos complémentarités et favoriser l'intelligence collective.

Le Sne-FSU, écologie et justice sociale

Le Sne-FSU défend les salarié·es, les missions et les moyens du service public de l'environnement. Il porte une vision de long terme, attentive à l'intérêt général. En plus de veiller à la qualité de vie au travail, sa particularité est de considérer que les questions environnementales et sociales sont indissociables.

Pour répondre aux bouleversements sociaux, climatiques et à l'extinction massive de la biodiversité, le Sne-FSU milite pour des politiques ambitieuses dotées de moyens suffisants. Il privilégie la sobriété, la prévention et l'action collective plutôt que la recherche de réponses exclusivement technologiques.

Ci-dessus, premier plan :
Emmanuel Thibier, élu au CA et candidat pour le prochain mandat, **Isabelle Déportes**, candidate au CA.
NB : Anne Laferrere, administratrice, représentante de France Nature Environnement, a défendu l'ADEME"

Vous pouvez contacter les candidat.es au CA, elles et ils seront content.es d'échanger avec vous !

- **Nelly LAFAYE** – DR Auvergne-Rhône-Alpes (Clermont-Ferrand)
- **Emmanuel THIBIER** – Direction adaptation, aménagement et trajectoires bas carbone (Angers)
- **Isabelle DÉPORTES** – Direction économie circulaire (Angers)
- **Stéphane LECOINTE** – DR Bretagne (Rennes)
- **Marie-Jeanne LE CASTREC** – DR Nouvelle-Aquitaine (Limoges)
- **Laurent PLANCHET** – DR Grand-Est (Strasbourg)
- **Élodie DELHAYE** - DR Ile-de-France (Courbevoie)
- **Baptiste HARBONNIER** - Direction économie circulaire (Angers)
- **Marianne BLOQUEL** – Direction économie circulaire (Angers)

Qu'a fait le Sne-FSU, au CA, durant la dernière mandature (2021-2026) ?

Nous avons exercé notre mandat de manière exigeante et constructive, nous attachant au fond des sujets, fidèles à nos valeurs. Nous sommes fiers d'avoir obtenu : Transition juste et Sobriété dans le COP, prime exceptionnelle en 2022, forfait mobilité, risques stratégiques (protection des sites et des salariés, cybersécurité…), et bien sûr, le retrait du projet de loi "Etat local". (Lire la suite page 3)



Emmanuel DAVID, Catherine GUIMARD et Anne-Marie FRUTEAU DE LACLOS ont été élu.es au conseil d'administration en 2022.

Retour vers le presque passé

Quel regard portez-vous sur cette mandature qui s'achève ?

Quelle impression vous laisse ce mandat passé en tant que représentant.es des salarié.es au Conseil d'Administration ?

Catherine : une impression d'abord de confusion en début de mandat puis d'une période un peu de transition avec l'arrivée de Sylvain Waserman très rapidement perturbé par beaucoup d'interférences puis d'attaques, de turbulences croissantes tout au long de de ce mandat jusqu'à aujourd'hui. J'avais déjà connu des situations difficiles en tant que représentante du personnel, mais ce premier semestre 2026 avec le projet de loi concernant les directions régionales fut une nouvelle épreuve et un nouveau défi. Je suis vraiment émerveillée par la capacité du collectif des représentants du personnel, avec le soutien évidemment de tous nos collègues, pour s'organiser à défendre une vision, des valeurs. vraiment je trouve ça remarquable chacun faisant sa part en fonction de ses charismes.



"Je suis heureux d'avoir pu porter le message de la sobriété dans les instances et notamment au CA, et d'avoir vu apparaître ce sujet dans le COP actuel." (E.D)

Emmanuel D. : c'était un mandat constructif mais très mouvementé au début (changement de Présidents) et à la fin (loi Etat fort), avec le sentiment d'avoir contribué au dialogue, être écouté par les représentants de l'Etat et les personnalités qualifiées et d'avoir aidé au retrait du PJL récemment au sein de l'intersyndicale à l'ADEME CA-CSE.

Anne-Marie : La découverte des rouages politiques internes et externes, et, divine surprise !, de notre légitimité et de notre capacité à y interférer au bénéfice de nos valeurs sociales et environnementales : En 2 mots : démystitification et empowerment – soit le processus par lequel une personne ou une collectivité se libère d'un état de sujétion, acquiert la capacité d'user de la plénitude de ses droits, s'affranchit d'une dépendance d'ordre social, moral ou intellectuel.



"On a besoin de représentants forts au CA pour lutter contre le dézingage des opérateurs de la TEE et notamment de l'ADEME !" (E.D)

Quelles sont les actions du CA que vous retenez particulièrement ?

- La prime "Lavarde" : Pourquoi ? Car elle montre qu'il ne faut pas s'arrêter à un ou 2 refus et que la persévérance paye.
- Le retoquage du dossier TOTAL : Pourquoi ? Car il a mis en évidence le décalage entre un fonctionnement "historique" dépassé.
- La place de la sobriété et de la transition juste dans le COP.
- Le budget, chaque année.
- La cartographie des risques stratégiques c'est vraiment des sujets du Conseil d'Administration sur lesquels nous nous battons.
- Le retrait du PJL en 2025-2026, bien sûr !

"Pour notre intervention devant le ministre de la transition écologique, c'est moi qui ai pris la parole au nom des représentants du personnel. J'étais un peu tendue mais pas intimidée. Cette intervention je l'avais préparée, puis nous l'avions retravaillée en équipe intersyndicale. C'était pour moi essentiel de porter la parole des collègues de l'agence qui se sont sentis trahis par les propos du ministre dans son intervention devant la tribune." (C.G)

Paroles d'élu.es

Les élu·es SNE reviennent sur un mandat décisif ainsi que sur leurs souhaits pour l'ADEME

Quelles perspectives voyez-vous et quels sont vos souhaits pour l'ADEME ?

Emmanuel D. : Participer à la réflexion indispensable sur la modernisation de l'agence et sa place au sein des opérateurs de l'Etat, quitte à envisager une fusion avec d'autres opérateurs comme l'OFB.

Catherine : Pour moi il faut voir plus large que seulement l'avenir de l'Ademe mais plutôt considérer l'avenir des politiques publiques de l'environnement dans une approche qui intègre à la fois les limites planétaires et les limites sociales et culturelles comme nous y invite la théorie qu'on appelle du donut. L'avenir de l'Ademe doit s'écrire dans ce cadre beaucoup plus large. La recherche du bonheur de l'humanité est pour moi un moteur extrêmement puissant qui devrait nous nous conduire à mieux apprendre à dialoguer, partager, choisir et décider ensemble. Garder cette visée, cette intention à l'esprit est essentiel selon moi pour tenir dans les turbulences actuelles et à venir.

Anne-Marie : Pour ce prochain mandat qui va voir l'équipe se renouveler de façon importante, la dynamique de groupe entre élu.es Sne est à maintenir, avec l'aide des élu.es sortant.es, tout comme la dynamique d'intersyndicale, qui renforce le poids de nos interventions et positionnements en CA.

Ce sera essentiel dans le cadre du combat pour le maintien de l'activité et des missions de l'ADEME dans la durée, malgré les coups de butoirs politiques à visée destructive. Il va s'agir non pas de défendre l'ADEME comme une forteresse, mais de faire qu'elle soit inscrite, de façon incontournable, avec ses compétences, son maillage efficace reconnu par ses partenaires, son identité d'organisme d'objectif dans le système à venir des acteurs de la Transition Environnementale, Energétique, Sociale et Solidaire.

En pratique, il est à souhaiter que la logistique s'améliore dans la transmission des dossiers au CA. Transmis le jeudi soir pour un pré-ca le lundi, et le CA le jeudi suivant. La transmission tardive et souvent incomplète est due aux retours tardifs des ministères sur les dossiers sensibles. La difficulté est de pouvoir solliciter les collègues afin de statuer sur un positionnement cohérent grâce à leurs données et leur vécu de terrain.

Qu'a fait le Sne-FSU durant la dernière mandature ?

Nous avons exercé notre mandat de manière exigeante et constructive, nous attachant au fond des sujets, fidèles à nos valeurs. Nous sommes fiers d'avoir obtenu :

- Les sujets "transition juste" et "sobriété" dans le COP,
- la prime exceptionnelle en 2022,
- le forfait mobilité,
- les risques stratégiques (protection des sites et des salariés, cybersécurité...),
- le retrait du projet de loi "Etat local", bien sûr !

Tout au long de cette récente bataille, nous avons réussi sans faillir à placer le débat sur le sens et non sur les modalités jusqu'à mettre le ministre face à ses incohérences lors du CA extraordinaire de mai 2026 – réuni grâce à l'action concertée des élu.es en intersyndicales et des administrateurs du CA hors Etat.

Lorsque les propositions ne nous convenaient pas, nous avons systématiquement fait entendre nos arguments, quitte à nous abstenir ou voter contre parfois : déontologie, précarisation des emplois, dossiers hydrogène, priorisation Fonds Chaleur, égalité femme-homme, budgets, communication de notre expertise...



Conseil d'administration extraordinaire en présence de Mathieu Lefèvre, Ministre délégué chargé de la transition écologique.

Emmanuel Thibier rejoint les élu.es au départ en retraite d'Anne-Marie en 2025.



Pourquoi avez-vous choisi le SNE ?

Emmanuel T. : Engagé au SNE depuis sa création à l'Ademe j'adhère totalement aux valeurs qu'il porte. Je m'engage pleinement pour une politique ambitieuse en faveur de la transition écologique et pour le progrès social. Je ressens toujours une grande colère face à l'injustice.

Catherine : J'adhère pleinement aux valeurs du SNE, il porte une vision systémique sur l'ensemble des questions d'écologie et de justice sociale. il est implanté dans toutes les administrations et les établissements qui dépendent du ministère de la transition écologique et ça lui donne une vision et une capacité d'intervention très larges.

Emmanunel D. : parce qu'il correspond le mieux à mes aspirations syndicales, le plus "écolo" des 3 syndicats présents à l'ADEME.

Emmanuel Thibier, se représente !

Tu te présentes à nouveau avec le SNE pour représenter les salariés au Conseil d'administration, pourquoi ?

Emmanuel T : J'ai vu les discussions et les prises de positions avec les différents administrateurs autour des sujets votés ou en marge, par exemple, lors du point d'actualité du président. Ce qui se passe au Conseil d'administration est décisif pour l'agence, il faut des représentants des salariés engagés et pleinement mobilisés. Je suis admiratif de tous mes collègues qui oeuvrent pour la Transition écologique, je pense donc qu'ils méritent des représentants convaincus et sensibles à la défense de leurs droits et de leurs convictions au CA. Je suis disposé à consacrer du temps, en dehors de mes missions adémiennes, pour les représenter et j'arrive assez étonnament à concilier mon temps professionnel et mon temps syndical.

J'aime le contact humain, je suis à l'écoute des collègues qui viennent vers moi et je suis convaincu que le travail syndical est utile pour l'humanité : un travail collectif et ouvert à l'autre. Je souhaite simplement faire ma part, comme le colibri dans l'incendie. Ce qui se passe au Conseil d'administration est décisif pour l'agence, il faut des représentants des salariés engagés et pleinement mobilisés.

Que représente, pour toi, les missions d'un représentant des salariés au Conseil d'administration ?

Emmanuel T: Un représentant des salariés au CA agit aussi pour la transition écologique, en portant la voix des salariés de l'ADEME, tant sur des sujets techniques, que sur la déontologie ou sur le bon fonctionnement de l'agence. Il porte la voix des salariés de l'ADEME et il est le tiers de confiance qui vote pour eux dans certains cas. C'est aussi leur représentant pour mieux comprendre la stratégie de l'agence, et la trajectoire suivie par son président. L'important pour moi, c'est d'avoir une vision d'ensemble du fonctionnement de l'agence à partager avec les adémiens, en tant qu'adémien.

"Je suis admiratif de tous mes collègues qui oeuvrent pour la Transition écologique."

Élections 2026

Avant de voter. Qui sommes-nous ?

1. Nelly LAFAYE
DR Auvergne-Rhône-Alpes (Clermont-Ferrand)

Alors que progressent la peur, l'individualisme et le repli sur soi, je propose de porter au CA une voix fidèle aux salarié·es de l'ADEME, forte de mon expérience et guidée par une boussole simple : résilience, solidarité, coopération.

17 ans à l'ADEME en DR à Clermont-Fd (chaleur renouvelable, accompagnement des collectivités et démarches transversales) + 10 ans bénévole à la tête d'une coopérative citoyenne d'électricité renouvelable (j'ai raccroché l'an dernier) + 3 enfants + 2 mandats d'élue suppléante au CSE de l'ADEME + 1 maison auto-rénovée --> des centaines de projets, de partenariats et de débats, des dizaines de compromis, plusieurs belles réussites, quelques regrets et probablement un nombre incalculable de propositions d'amélioration vigoureusement portées.
Equilibrer cette équation pro/perso transforme mon éco-anxiété en énergie !
Engagée, persévérante mais pragmatique, je m'efforce d'aligner mes valeurs et mes actes. Je crois en notre capacité à inventer et incarner collectivement des futurs désirables plutôt que de les subir.

"Équilibrer cette équation pro/perso transforme mon éco-anxiété en énergie !"



9 candidat.es pour le SNE

Les 9 candidat.es pour le SNE sont présenté.es ci-contre, par ordre d'éligibilité :

1. Nelly LAFAYE
   DR Auvergne-Rhône-Alpes (Clermont-Ferrand)
2. Emmanuel THIBIER
   Direction daptation, aménagement et trajectoires bas carbone (Angers)
3. Isabelle DÉPORTES
   Direction économie circulaire (Angers)
4. Stéphane LECOINTE
   DR Bretagne (Rennes)
5. Marie-Jeanne LE CASTREC
   DR Nouvelle-Aquitaine (Limoges)
6. Laurent PLANCHET
   DR Grand-Est (Strasbourg)
7. Élodie DELHAYE
   DR Ile-de-France (Courbevoie)
8. Baptiste HARBONNIER
   Direction économie circulaire (Angers)
9. Marianne BLOQUEL
   Direction économie circulaire (Angers)

2. Emmanuel THIBIER
Direction Adaptation, Aménagement et Trajectoires bas carbone (Angers)

J'ai intégré l'ADEME en 1993 après une brève période en bureau d'étude en acoustique. Embauché en tant qu'acousticien au service bâtiment, j'ai ensuite travaillé au service Transports puis au Service Organisations Urbaines sur le site de Sophia Antipolis.
J'ai rejoint Angers et le Service Aménagement des Villes et Territoires en 2025, j'y travaille sur la planification urbaine bas carbone.

Je me suis engagé au Sne-FSU dès la création de la section ADEME, pour apporter mes convictions au sein de différentes commissions, au CHSCT, au CE... Représentant du personnel au Conseil d'Administration depuis 2025, je défends les valeurs d'intérêt collectif et de défense des salarié·es.

J'ai pu constater que ce qui se passe au Conseil d'administration est décisif pour l'agence, il faut des représentant·es des salarié·es engagé·es et pleinement mobilisé·es. Fort de l'expérience acquise ces derniers mois, je souhaite continuer à y consacrer mon temps pour ce prochain mandat.


1


6

Contac

3. **Isabelle DÉPORTES**
Direction économie circulaire (Angers)

Professionnellement, je contribue à l'expertise R&D des impacts du vaste champ de l'économie circulaire. Déjà convaincue du bénéfice du syndicalisme et du collectif depuis ma première année d'étude, j'ai siégé dans les commissions du CE puis en suppléance au CSE ADEME pendant plusieurs mandats et j'ai participé à plusieurs négociations avec la direction.
Je suis une élue municipale dans mon village. Ce mandat territorial et mes autres actions associatives visent à mieux connaître mon environnement et tâcher d'y apporter ma goutte d'eau. Les gouttes finiront par former un océan.

4. Stéphane LECOINTE
DR Bretagne (Rennes)

Ingénieur à l'ADEME, en Bretagne, depuis 2001, j'ai d'abord travaillé sur la gestion des déchets ménagers puis l'économie circulaire sur la cible « entreprises ». J'ai concrétisé cette orientation en axant mes missions vers les entreprises industrielles sur tous les champs de compétences et thématiques de l'ADEME. Depuis 2021, je travaille pour environ la moitié de mon temps sur la décarbonation de l'industrie et contribue aux niveaux régional et national à l'animation et la gestion d'appels à projets France 2030.
Au sein du Sne-FSU, j'ai été Délégué du Personnel puis élu au CSE depuis plusieurs mandats. Je m'intéresse particulièrement au sujet de la formation interne.



2



3



4



5



7



8



9

ctez-nous, échangeons !

"La transition écologique est nécessaire, mais elle est également l'opportunité de porter tous les autres enjeux locaux." S.L

5. Marie-Jeanne LE CASTREC
DR Nouvelle-Aquitaine (Limoges)

Je suis à l'ADEME depuis 2008, en charge de la communication, renommée récemment la mobilisation. Mobiliser pour la transition écologique justement n'a jamais été aussi nécessaire. Pour autant, prendre en compte les aspects sociaux et économiques reste indispensable pour une transition juste pour tous les territoires. C'est la raison de mon engagement au Sne-FSU : une transition écologique au sens large, pour tous et sur tous les territoires.

6. Laurent PLANCHET
DR Grand-Est (Strasbourg)

Mon travail auprès des collectivités d'Alsace en 2013, puis du Grand Est depuis 2015 est porté par le sens. La transition écologique est nécessaire, mais elle est également l'opportunité de porter tous les autres enjeux locaux : justice sociale, vivre ensemble, production et consommation locale, santé, qualité de vie. C'est avec cette même volonté de sens et de justice pour l'agence comme pour l'externe que je me suis engagé au Sne-FSU pour apporter mon regard à la préparation des réunions du CA.

7. Elodie DELHAYE
DR Ile-de-France (Courbevoie)

Gestionnaire à l'ADEME depuis 2009, j'ai exercé en DR Picardie, puis en Île-de-France au sein du Service Transports et Mobilité, avant de rejoindre la DR Île-de-France en tant que rédactrice et gestionnaire du budget incitatif et de moyens.
Forte de cette expérience terrain, j'ai choisi de m'engager au Sne-FSU il y a un an pour défendre activement l'ADEME et ses salarié.es face aux défis actuels.

"Il faut des représentant.es des salarié.es engagé.es et pleinement mobilisé.es." E.T

"Donner du poids à nos expertises dans les décisions de l'ADEME." B.H

8. Baptiste HARBONNIER
Direction économie circulaire (Angers)

L'activité syndicale, en lien direct avec les salarié.es, est à mon sens un enjeu de démocratie au sein de l'entreprise et au niveau national. Porter la voie des personnes travaillant à l'ADEME, soutenir les initiatives de dialogue ou de rapport de force et agir pour donner du poids à nos expertises dans les décisions de l'ADEME, aujourd'hui trop politiciennes, sont des leviers pour replacer le syndicalisme comme il a été pensé : un contre-pouvoir constitutif d'une démocratie.

9. Marianne Bloquel
Direction économie circulaire (Angers)

Travaillant sur le sujet sobriété depuis quelques années, je mesure à quel point la transition écologique est avant tout une transition sociétale qui peut permettre de maintenir une qualité de bien vivre pourvu que nous réussissions à maintenir le cap d'une transition juste. Aujourd'hui, nous n'avons jamais autant été attaqués et en parallèle de magnifiques initiatives se déploient dans les territoires. Puissions-nous continuer à rester précurseur.euses et à accompagner les acteur.trices qui se mobilisent pour changer la donne.

"Défendre activement l'ADEME et ses salarié.es face aux défis actuels." M.B

Et si le SNE était le syndicat qu'il vous faut pour le CA ?

Retrouvez ce document en ligne sur https://snefsu.org/sujets/le-sne-et-ses-sections/ademe/
Dans un souci d'éco-conception, de document est imprimé en noir et blanc, sur du papier labellisé PEFC, faible grammage et limitant les aplats de couleurs. Imprimé en France.
Rédactrices et rédacteurs : Catherine Guimard, Emmanuel David, Anne-Marie Fruteau de Laclos, Emmanuel Thibier, Nelly Lafaye, Isabelle Déportes, Stéphane Lecointe, Marie-Jeanne Le Castrec, Laurent Planchet, Elodie Delhaye, Baptiste Harbonnier, Marianne Bloquel.

Crédits photos : SNE ADEME, Sénat, ADEME, Mathieu Lefèvre, Florian Rollin, Universal Studios, Nelly Lafaye,

Sne
Syndicat national de l'environnement

L'ADEME sous pression



L'ADEME s'est vue reprocher son coût, sa taille et son rôle. Des propositions de suppression, de fusions, de transfert de ses missions aux régions ou aux DREAL, ainsi que des critiques sur son budget et son positionnement ont été publiquement formulées, voire concrétisées dans des projets et propositions de lois. Actuellement, l'Agence subit des réductions budgétaires très importantes.
Les représentant·es des salarié·es défendent à la fois ses moyens, ses missions, son organisation territoriale et parfois même son droit d'exister et de s'exprimer. Les mois qui arrivent seront éprouvants mais, fort·es de l'expérience acquise lors des précédentes luttes, nous sommes vigilant.es politiquement et prêt.es à ne rien lâcher !

Le Conseil d'administration de l'ADEME refuse le projet du gouvernement devant le ministre Mathieu Lefèvre

- extrait du 19 juin 2026, publication intersyndicale :

"Le matin, tous les administrateurs.trices se sont exprimé.es, notamment celles et cux qui voulaient partager des critiques sur le fond ou la forme du projet d'article 7 concernant l'Agence.
Puis, grâce à la mobilisation des Adémien.nes en directions régionales et dans les sites centraux, les élu.e.s du Comité Social et Economique (CSE) et d'autres salarié.es ont envahi la salle du CA à Montrouge pour y afficher 30 photos d'équipes des sites de l'ADEME."...

JOURNÉE HISTORIQUE POUR L'ADEME CE MARDI 19 MAI 2026 !

Vos administrateurs.trices ont réussi à faire adopter une délibération claire :
"(...) Le Conseil d'administration de l'ADEME demande au gouvernement de :

1. Retirer les dispositions relatives à l'ADEME du projet de loi actuel, afin de maintenir le fonctionnement efficace reconnu par les inspections d'Etat et les acteurs de terrain.
2. Garantir à l'ADEME des moyens pérennes pour accompagner durablement les actions concrètes en faveur de l'indépendance énergétique et de la transition écologique en cohérence avec les engagements internationaux de la France. »

15 personnes ont voté POUR cette délibération (sur 25 votants) :

- *Les deux élues parlementaires (députée et sénatrice)*
- *Trois représentant.es des collectivités (Association des Régions de France, Association des Départements de France et Intercommunalités de France)*
- *Quatre personnalités qualifiées (représentant le RAC, FNE, HOP, I4CE)*
- *Vos six élu-es du personnel*



Mathieu Lefèvre eu CA de l'ADEME



Réunion avec les députés



Réunion intersyndicale, rédaction d'un tract

[Mémo !] En tant qu'élu.es, nous nous engageons à :

- Exprimer l'indispensable rôle d'expertise de l'ADEME et son nécessaire maintien
- Défendre les missions de l'Agence, sa vocation première d'agence d'objectifs, la spécificité de son statut d'EPIC, son fonctionnement hybride siège-directions régionales et sa place au sein des différents acteurs intervenant sur la transition écologique
- Encourager un fonctionnement interne et externe cohérent avec nos valeurs, notamment les aspects sociaux et de gouvernance élargie, afin de préserver dans la durée une agence guidée par l'intérêt général, l'expertise et la prise en compte du long terme, quelles que soient les alternances politiques.
- Veiller à la cohérence de nos politiques et missions au regard des budgets et effectifs alloués
- Réinterroger la place des services de l'Etat en région sur les prises de décision pour redonner plus d'efficacité dans notre action au quotidien
- Défendre le collectif de travail et les effectifs
- Alerter les membres du CA et les tutelles dès que nécessaire sur la dégradation des conditions de travail et les renvoyer à leur responsabilité quant aux moyens et aux missions
- Assumer la dimension éminemment politique de notre action sans se faire happer dans des logiques partisanes
- Proposer, dès que possible, des voies alternatives afin d'influer sur les prises de décision et sur la stratégie de l'Agence.
- Préserver l'organisation d'une préparation intersyndicale des CA pour nous appuyer sur nos complémentarités et favoriser l'intelligence collective.

L'ADEME que nous défendons

Une expertise indépendante et reconnue, une gestion autonome et une gouvernance ouverte...



Au-delà de la préservation de notre agence, le Sne-FSU milite pour une ADEME dotée de 3 compétences majeures.

1. Une expertise indépendante et reconnue

- Veiller à ce que les publications ADEME (programmes de recherches, études techniques, outils de vulgarisation...) puissent être diffusées sans remise en cause ni délais.

- Favoriser les échanges entre le conseil scientifique de l'ADEME et le conseil d'administration. Peser pour que l'expertise de l'ADEME soit plus mise en visibilité vers les administrateur·trices de l'ADEME

Peser pour que l'ADEME reste un producteur d'idées et de doctrine, sans se limiter à être un opérateur de déploiement

2. Une gestion autonome

- Stopper le glissement très net : l'ADEME - agence technique dotée d'un budget limité dont elle maitrise le choix des priorités - tend à devenir un opérateur "prestataire" chargé de gérer des montants massifs pour le compte de l'Etat.

- Militer pour que l'ADEME détermine elle-même comment répartir les moyens dont elle est dotée par l'Etat pour atteindre les objectifs du COP.

- Défendre une ADEME décentralisée, où les Directions régionales conservent un véritable pouvoir d'appréciation et d'action.

3. Une gouvernance ouverte

- Défendre et élargir la pluralité des expressions au sein du CA : lieu de débat pour des arbitrages éclairés par les divers points de vue des parties-prenantes

- Accueillir en CA régulièrement d'autresagences(OFB,Agences de l'eau, CEREMA...) pour améliorer l'interconnaissance et la répartition des missions des agences, sans compétition

- Partager de manière claire les informations qui émanent du CA et y porter la voix des salarié·es.

Au Conseil d'Administration pour peser

Le Conseil d'administration est le lieu où se décident la stratégie et les moyens d'actions de l'ADEME.

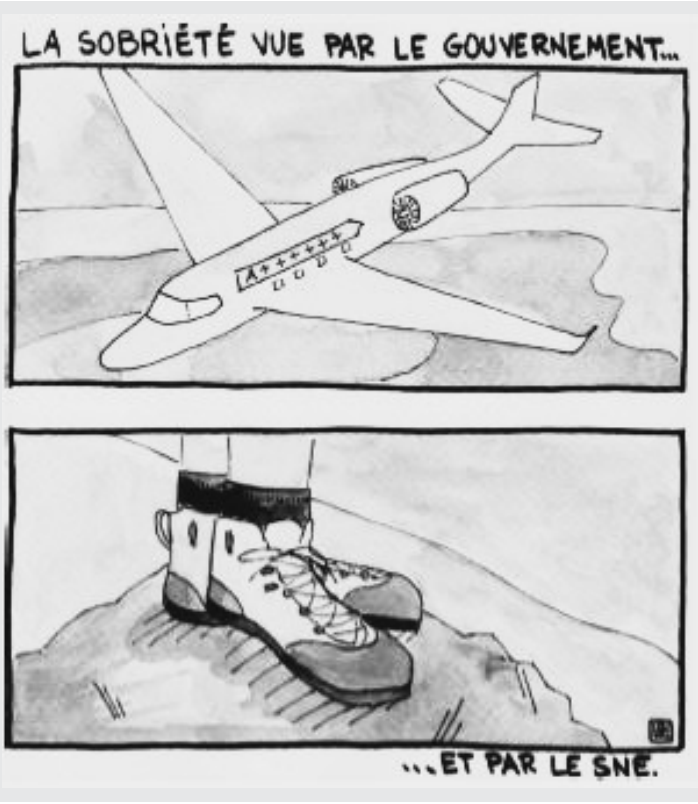
Vos 6 représentant.es du personnel votent sur les grandes orientations et pèsent de tout leur poids sur les décisions qui engagent l'avenir de notre établissement.

Ils participent directement aux débats de séances, permettent de faire entendre la voix des salarié.es et disposent d'un accès direct aux décideurs de l'Agence et de l'État.

S'appuyer sur des outils qui existent déjà

- **Le conseil scientifique** est composé de 15 personnalités qualifiées, nommées pour 5 ans (chercheur·euses, universitaires et expert·esissusdedisciplinesvariées : énergie, économie, sciences politiques, climat, matériaux, innovation, sciences sociales...). Son rôle n'est pas de décider ou de valider, mais de vérifier que l'ADEME s'appuie sur les meilleures connaissances disponibles et identifie les sujets émergents.

- **Le COP** fixe la feuille de route de l'ADEME pour environ 4 ans. Il est renégocié périodiquement entre l'État et l'Agence, puis décliné et suivi pendant toute sa durée.



Nelly,

"Essayer de protéger l'ADEME des caricatures et des critiques, tout en pensant sincèrement que certaines choses pourraient fonctionner autrement."



Qu'est ce qui te pousse à t'engager sur la liste pour la CA ?
Ça faisait plusieurs mois que j'y réfléchissais. Déjà, je suis attirée par les questions de fond, les réflexions stratégiques et je me demandais aussi comment je pouvais être utile autrement, en apportant mon expérience et mon regard sur l'ADEME. Les débats autour du budget à l'automne 2025 (et le communiqué intersyndical d'octobre !) puis la mobilisation du printemps ont fini de me convaincre de m'engager sur cette liste.

Comment tu vois le début du prochain mandat ?
Ça va forcément secouer, à l'ADEME et autour de l'ADEME. 2027 sera une année charnière. Mais avant de penser à l'après, j'ai envie qu'on veille à l'avant.
Au lendemain de la dissolution, en 2024, j'ai découvert le concept d' "obéissance par anticipation". Ça m'a beaucoup marquée. Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est pas seulement ce qui pourrait venir de l'extérieur. C'est aussi la tentation de s'autolimiter, de devenir plus prudents que nécessaire, de renoncer avant même qu'on nous le demande. J'aimerais qu'on évite ça. Quant à l'après... et même si rien n'est joué ; je préfère au découragement, la dignité du présent. Quand on s'engage, ce n'est pas parce qu'on est sûr de gagner, mais simplement parce qu'on pense que c'est la chose juste à faire.

Que représentent, pour toi, les missions d'un.e représentant.e des salarié.es au Conseil d'administration ?
D'abord, ça nécessite un esprit de synthèse et une prise de recul pour pouvoir partir de la réalité du terrain et en tirer des avis plus généraux. Et inversement d'ailleurs : être capable de rendre concrètes les conséquences de décisions stratégiques. Et pour cela, il faut bien connaitre le terrain, et donc beaucoup écouter les collègues qu'on représente.
Ensuite, je le vois comme le Jiminy Cricket du CA qui rappelle les fondamentaux : l'essence de l'ADEME, ses missions et ce qui fait sa raison d'être.
Enfin, il y a un rôle de vigilance : comprendre les orientations qui se dessinent, repérer les signaux faibles, anticiper les risques et être prêt, si nécessaire, à alerter ou à lutter.

En tant que salariée avertie sur ce mandat qui s'achève, que retiens-tu particulièrement ?
J'ai vécu la fin du printemps dernier de manière un peu intense syndicalement : au fur et à mesure que le projet de loi "Etat local" se concrétisait, nos actions se multipliaient. Echanger avec les collègues, découvrir le B-A-BA du plaidoyer, discuter en intersyndicale, contacter puis rencontrer des parlementaires, renseigner des influenceurs, comprendre comment fonctionne le Sénat, rêver d'une ADEME meilleure, apprendre à rédiger des amendements, décortiquer l'organisation régionale de l'Etat pour tenter de l'expliquer, et même participer à l'audition au Sénat des représentants du personnel de l'ADEME par la commission des lois.
C'était ultra-formateur et super gratifiant de voir les collègues (et moi avec !) s'emparer des sujets, proposer des idées et passer à l'action. J'ai vraiment aimé l'émulation collective et voir les complémentarités de chacun réussir à construire une opposition sur plusieurs fronts à la fois.
Mais dans le même temps, j'ai ressenti (et ce n'est pas terminé...) une lassitude profonde face aux attaques répétées et aux fausses informations. Et puis je me suis souvent retrouvée dans une position un peu inconfortable : essayer de protéger l'ADEME des caricatures et des critiques, tout en pensant sincèrement que certaines choses pourraient fonctionner autrement.

Quelle est ton expérience syndicale ?
Depuis 2019, je suis élue suppléante au CSE. (...) En 2 mandats, j'ai beaucoup appris sur le fonctionnement de l'ADEME et surtout sur le rôle des représentants du personnel. J'ai pris conscience du niveau d'expertise nécessaire dans les commissions type CSSCT ou pour participer à la négociation d'accords sur des sujets très variés (mutuelle, formation, NAO...). Et puis au printemps 2025, j'ai profité de la protection de mon statut d'élue pour participer activement à la lutte contre le projet de loi "Etat local".

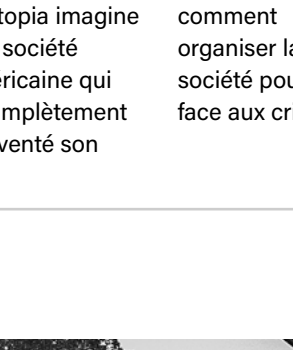
Pourquoi le SNE ?
Quand je suis arrivée à l'ADEME, j'ai choisi parmi les 4 syndicats représentés (il y avait FO à l'époque) celui qui me correspondait le plus : non productiviste et suffisamment radical. Et j'y ai rencontré des personnes très inspirantes et super sympa, donc je suis restée !



Quelles sont tes missions à l'ADEME ?
Je suis rentrée à l'ADEME en 2009, à la direction régionale Auvergne. J'ai fait partie de la grande vague d'embauche suite au Grenelle de l'environnement et à la création du fonds chaleur. D'abord, j'ai instruit des dossiers solaire thermique et géothermie. Une partie de mes missions concernait aussi l'urbanisme durable. J'ai ensuite pris en charge le bois-énergie et les réseaux de chaleur. L'équipe de la DR était petite, on était multi-expertise et on faisait beaucoup de terrain : il fallait aller chercher les projets. (...) A la fusion des régions en 2016, mes missions se sont davantage spécialisées (bois-énergie et réseaux), mais sur un territoire bien plus grand et diversifié. Il a fallu s'adapter. Mais j'ai gardé un pied sur le terrain avec la mission de référente des territoires, je suis attentive au jeu d'acteurs et je peux accompagner des collectivités dans leurs démarches transversales.
Et puis, la DR s'est lancée dans les Contrats chaleur renouvelable pour démultiplier notre action au plus près des territoires et après plusieurs années d'expérimentation et de déploiement, je coordonne désormais ces démarches sur l'ensemble de la région : ça me permet de retrouver le côté multi-thématiques et les interactions entre acteurs !
Une expérience extra ADEME dont tu souhaites parler qui permet de mieux te connaître, ton engagement, tes valeurs ou convictions ?
Ces 10 dernières années, j'ai présidé bénévolement une entreprise coopérative citoyenne de production d'électricité renouvelable. J'ai beaucoup aimé faire co-exister l'esprit convivial et l'énergie d'un projet porté par des bénévoles avec les exigences très concrètes de gestion d'une petite entreprise : des décisions d'investissement à prendre, des prêts à rembourser et une salariée à payer tous les mois. Mais surtout, j'ai pu agir selon mes valeurs et essayer de concrétiser mes idées (même les plus loufoques) : produire du photovoltaïque certes, mais aussi planter des fruitiers, créer un jeu pédagogique, organiser un concours de nouvelles...
Je suis convaincue par les approches systémiques : l'énergie, l'alimentation, la culture, l'éducation populaire ou le lien social me semblent profondément liés. Les panneaux solaires n'étaient finalement qu'un prétexte. Ce qui m'intéressait vraiment, c'était de comprendre comment faire évoluer un territoire, créer de nouveaux imaginaires et redonner aux habitants une capacité d'agir collectivement.

Quelles sont pour toi les perspectives ou tes souhaits pour l'avenir pour l'ADEME ?
Mon souhait, c'est que l'ADEME ne passe pas son temps à défendre sa place, mais à continuer à être utile. La transition écologique est désormais portée par beaucoup d'acteurs, et c'est normal : c'est même la preuve que les adémiens ont super bien bossé depuis 35 ans ! L'enjeu, c'est de savoir évoluer avec ce paysage-là, sans perdre ce qui fait notre force : l'expertise, l'innovation, le lien avec le terrain et cette capacité à faire le pont entre le national et les réalités locales.

Un conseil lecture à partager ?



Côté lectures, j'aime bien conseiller Ecotopia d'Ernest Callenbach et L'Année du lion de Deon Meyer. Ce sont deux romans écrits à près de quarante ans d'écart, en 1975 pour le premier et en 2016 pour le second, et je trouve qu'ils ont tous les deux un côté complétement visionnaire. Ecotopia imagine une société américaine qui a complètement réinventé son organisation autour des enjeux écologiques, tandis que L'Année du lion (en Afrique du Sud) raconte comment il faut reconstruire des institutions, des règles et du collectif après l'effondrement du monde tel qu'on le connaît. Ce que j'aime dans ces deux livres, c'est qu'ils posent finalement la même question : comment organiser la société pour faire face aux crises ?



- Retrouvez l'interview d'**Emmanuel Thibier**, n°2 sur la liste des candidats SNE, pages 3 et 4.

- Les interviewes des candidats font partie de la suite de nos communications lors de la campagne SNE pour les élections au conseil d'administration.







Isabelle,

"De l'importance d'affirmer notre expertise."

Par Marie-Jeanne

Quelle est ton expérience syndicale ?
Entrée en syndicalisme dès le premier jour universitaire, j'ai continué cet engagement dans mes activités professionnelles. A l'ADEME, tout d'abord dans les commissions du CE, puis dans le CSE (suppléante), notamment dans la Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail et dans des négociations des accords d'entreprise. Dans ces instances, j'espère défendre au mieux l'intérêt des salariés, tout en améliorant mes connaissances sur l'ADEME.

Pourquoi le SNE ?
Au SNE depuis son existence à l'ADEME, pour son approche de l'environnement, pour la diversité des sections du syndicat national de l'environnement (OFB, Parcs nationaux, MTE...), pour son appartenance à la Fédération Syndicale Unitaire rassemblant des acteurs du service public et pour sa gouvernance clairement collaborative et démocratique, malgré la difficulté de cette mise en œuvre.

Quelles sont tes missions ADEME ?
Je travaille à l'identification des besoins et au suivi des projets pour améliorer les connaissances des risques sanitaires et écotoxicologiques de l'économie circulaire.

Une expérience extra ADEME dont tu souhaites parler qui permet de mieux te connaître, ton engagement, tes valeurs ou convictions ?
Je vis dans un petit village de 1 400 habitants, en campagne. Je suis élue municipale depuis plus de 6 ans. Notre vie professionnelle nous donne un accès poussé aux connaissances scientifiques environnementales. Les échanges avec les autres élu.es de ma commune me font sortir de cette bulle. C'est souvent déceptif mais bigrement motivant.

Que représentent, pour toi, les missions d'un.e représentant.e des salariés au Conseil d'administration ?
Sans encore y avoir siégé, je sens la solennité de cette instance. Il s'agira de porter avec sérieux l'avis des salariés devant les administrateurs, notamment ceux issus de nos ministères de tutelle. Les avis devront être en cohérence avec nos exigences environnementales. Le CA est enfin un lieu où nous devrons mettre en visibilité l'expertise de chaque salarié de l'agence.

Qu'est ce qui te pousse à t'engager sur la liste pour la CA ?
Peut être suis-je trop idéaliste, mais je me dis que ce conseil est un bon véhicule pour dire et redire à tous l'expertise de l'ADEME et espérer que cette répétition pourra nous permettre d'exister longtemps encore (enfin, jusqu'à ce qu'on ait sauvé la planète).

Quels sont tes perspectives ou tes souhaits pour l'avenir pour l'ADEME ?
L'ADEME est certes une agence gouvernementale mais je suis convaincue qu'elle doit garder une liberté de travail pour faire émerger de nouvelles solutions pour évaluer celles qui sont déjà proposées et surtout de pouvoir diffuser ses connaissances. Tout cela est freiné aujourd'hui.

Une actualité sur laquelle tu souhaites rebondir ?
Lors d'une naissance, plusieurs femelles cachalot aident à la délivrance de la future mère. Ca me touche toujours de voir que l'espèce humaine n'a pas tout inventé et c'est incroyable que des scientifiques aient pu le filmer en milieu naturel.

- **Un conseil lecture/série/film/musique à partager ?**
  Skinty Fia de Fontaines D.C.



Stéphane,

"C'est une sacrée responsabilité de porter la voix de tous nos collègues..."

Que représentent, pour toi, les missions d'un.e représentant.e des salarié.es au CA ?
Participer à un CSE c'est déjà en apprendre beaucoup sur le pilotage, les enjeux, perspectives d'une structure finalement assez complexe qu'est l'ADEME. Le CA, c'est à mon sens un niveau encore différent avec la composante "politique" en plus et toute la complexité que cela peut laisser imaginer. C'est aussi, pour les élus salariés, une sacrée responsabilité de porter justement dans cette instance, la voix de tous nos collègues...

Quelles sont tes missions à l'ADEME ?
Je suis référent industrie en Bretagne et chef de projets Décarbonation dans une équipe regionalo-centrale ... hyper attaché à ce titre, à cette particularité toute adémienne de cette plus-value énorme de croiser des approches "expertes siège" et "expertes terrain/territoires" !

Quelle est ton expérience syndicale ?
Je me suis engagé très tôt auprès du SNE (quasiment dès la création de la section) encouragé en cela par quelques collègues que j'appréciais particulièrement. J'ai été "délégué du personnel" puis élu suppléant au CSE et membre de la Commission Formation Emplois.

Pourquoi le SNE ?
L'ADEME n'est pas une île même si certaines "problématiques" lui sont propres... Le SNE a ça d'important et de cohérent pour moi qu'il regroupe de nombreux services et structures dont les missions ont un lien direct avec la transition écologique. Je me retrouve bien dans cette "cohérence" !

Une expérience extra ADEME dont tu souhaites parler qui permet de mieux te connaître, ton engagement, tes valeurs ou convictions ?
J'ai la chance de passer pas mal de temps (le weekend) dans un hameau perdu et un peu éloigné de tout ! Cela m'a fait revoir un certain nombre de "certitudes" de bon urbain moderne privilégié et m'a permis de mesurer les écarts de perceptions, réalités sur énormément de sujets (mobilité, consommation, accès aux services publics, à la culture...) et (pas) accessoirement a remis la biodiversité au centre de mes intérêts !

Un conseil lecture ?
"Satanisme et éco-responsabilité" de Loïc Sécheresse Une bd extrêmement drôle (et intelligente) sur le bilan carbone de l'enfer et réflexions de 2 goélands amateurs de chips, témoins de notre triste époque ...





Jeudi 29 mai 2036

Retour vers le futur

Episode 1
Le petit-déj'

Lucien frissonne. Il cherche le drap du bout des doigts, un vieux réflexe de l'enfance. En vain. Les brumes du sommeil se dissipant, il se redresse sur sa couche, écarte la moustiquaire et se lève. Etirant ses muscles encore engourdis, il admire au loin les rayons timides du soleil qui font scintiller les toits du voisinage et savoure de tout son être la fraîcheur du matin naissant.

Il se félicite d'avoir choisi pour cette nuit d'installer son matelas sur le toit terrasse de l'immeuble, il a pu profiter de 6 heures pleines de repos, sans faire tourner la clim'. Il n'a pas été le seul à choisir de dormir dehors. Il circule aussi silencieusement que son corps engourdi le lui permet entre ses voisins endormis. Depuis six jours que la canicule persiste, la fatigue s'est installée chez toutes et tous, mais il faut tout autant préserver les ressources communes en énergie que le sommeil de chacun.

Lucien pénètre dans la cuisine partagée en même temps que les premières lueurs solaires. Il se sert une chicorée bouillante, une tartine de miel et empoche une poignée de noix. Puis il sort dans le jardin et dépose sa tasse fumante sur la petite table en bois, sous le mûrier. Un quart d'heure de calme, au frais, pour profiter de l'instant présent.

Depuis qu'il a fêté ses 40 ans, il s'accorde ce rituel quotidien avec satisfaction. Alors que les derniers rossignols se taisent peu à peu, ce sont les chardonnerets élégants qui démarrent leur concert matinal. Bien qu'il apprécie autant leur chant que leur rôle écologique, Lucien ne peut réprimer une forme de lassitude : il a été tiré au sort pour représenter l'écosystème de proximité dans le conseil citoyen de la province. Le revenu minimal universel lui permet de répondre à cette responsabilité tout en étant assuré de ne pas perdre son emploi grâce à un congé spécifique inscrit dans le droit du travail. Ce qui n'était alors qu'un pur plaisir matinal est devenu un tourbillon de questions : "*Que peuvent bien penser ces oiseaux chanteurs de nos projets d'aménagement ?*" Dans sa jeunesse, il a été syndicaliste, mais toujours pour représenter des personnes qui lui ressemblent, du moins par espèce... Là c'est bien autre chose : il doit se mettre à la place non d'une, mais de l'ensemble des espèces du voisinage ! Quel casse-tête...

Dans une tentative de mettre un terme au fil de ses pensées, il trempe ses lèvres dans le breuvage amer. Il réserve le café au dimanche et le maté aux longues soirées des assemblées d'immeuble. Il a appris à apprécier la chicorée, qui lui permet de réduire son empreinte carbone. Mais il commence à se demander s'il n'est pas influencé par le sourire de Nawelle, à qui il achète, chaque lundi au marché du bourg, la poudre de racine torréfiée qu'elle cultive dans la ceinture verte.

Des pas rapides et légers dévalent les escaliers, et en l'espace d'un instant Maé arrive sur ses genoux. Derrière lui, alourdie d'un arrosoir plein dans chaque main, suit Suzanne, sa mère :

"Lucien, Lucien, ce matin c'est à moi de remplir les écuelles pour les oiseaux ! Je vais faire bien attention à ne rien renverser." énonce fièrement le jeune garçon - un peu trop fort – avant de mettre ses mains devant sa bouche comme pour rattraper ses mots susceptibles d'en réveiller d'autres.

- Tu essaies de te faire pousser des plumes ? dit Suzanne en riant, voyant Lucien défroncer les sourcils à leur arrivée. La charge qui lui incombe alors est connue de tous...

- C'est sûrement la meilleure idée que j'aurai aujourd'hui sur le sujet, ironise-t-il... J'avoue avoir du mal à me projeter dans ce rôle : je sais que c'est important mais je n'ai pas grandi avec toutes ces questions de liens avec le reste du vivant... J'ai un peu honte, mais c'est nouveau pour moi !

Soulevant ses deux arrosoirs pleins d'eau avec aisance, Suzanne l'encourage à demander conseil à ceux de la périphérie, qui ont sûrement plus l'habitude de traiter ce genre de sujets.

Elle n'a sans doute pas tort, se dit-il, en la regardant aller d'un carré potager à l'autre. Chaque résident de l'immeuble s'occupe à tour de rôle d'arroser le jardin dès l'aube. Le jeudi, c'est le tour de la famille de Suzanne.

En plus des légumes, les cohabitants sont fiers de leurs arbres et arbustes fruitiers, qui prospèrent entourés d'un fouillis savant de consoude, bourrache et d'orties, dont chacun connaît désormais la valeur. Les noisettes et les amandes que mange Lucien ce matin-là proviennent de la cueillette de l'an dernier ! Elles ont dû être triées durant la nuit par quelque bougre ne trouvant pas le sommeil à cause de la chaleur.

Le plus délicat est de maintenir la réserve d'eau suffisamment pourvue pour assurer tout l'été. Aucune goutte n'est perdue, mais les habitants pensent aussi aux oiseaux en temps de canicule.

Le quart d'heure de tranquillité est révolu. Suzanne a raison, puisqu'il n'a décidément pas de plumes, la meilleure manière d'avancer dans sa mission civique, c'est d'aller en discuter dans la ceinture verte. Voilà une excellente excuse pour rendre visite à Nawelle.

Déjà, le soleil gagne en force. Déterminé, Lucien enfourche son vélo et se met en route vers la périphérie.

N.L ; G.T.

A suivre...

- Episode 2 : La ceinture verte
- Episode 3 : Les SSFA
- Episode 4 : Vers le marché du Bourg
- Episode 5 : Le forum d'études

Dans le rétro, par Catherine



À l'heure du bilan, on peut dire qu'il y a 5 ans nous ne nous attendions pas à devoir relever d'aussi grands défis. Une première moitié de mandat marquée par une gouvernance très chaotique et l'insolite valse des présidents et DGD. L'intérim devenait la nouvelle modalité d'organisation de l'agence y compris à plus haut niveau.

La seconde moitié de mandat devait apporter plus de stabilité avec un trio de direction stabilisé mais la tourmente vint avec la dissolution de l'Assemblée nationale et de ses multiples effets :

- incertitudes et compression des budgets,
- ADEME-bashing,
- pressions et intimidations diverses jusqu'aux menaces de démantèlement de l'ADEME avec le projet de loi état local.

À l'occasion de ce récent épisode, chacun a pu mesurer l'importance de notre conseil d'administration et mieux comprendre ce qui s'y jouait en termes de rapports de force. Dans ces moments de turbulences, il est d'autant plus important de ne pas perdre de vue notre cap, c'est ce qui nous donne la force et l'endurance et nous permet de traiter les sujets sur le fond plutôt que nous laisser balloter : l'épanouissement humain équilibré entre vie collective et vie personnelle dans un environnement préservé et pour ce faire, une réorientation des modes de production, une économie équitable, sobre et solidaire et la priorité donnée à l'intérêt commun dans une démocratie renforcée.

(cf lettre SNE aux nouveaux député.es 2024/08/06)

L'ADEME empêchée

L'ADEME a toujours connu des pressions pour l'empêcher de diffuser certaines études qui allaient à l'encontre d'intérêts économiques ou politiques divers. On se souvient par exemple du c**as des agrocarburants, du scénario 100% EnR ou du premier ACV des véhicules électriques,** qui ont toutes fini par sortir après quelques semaines de tergiversations.

Depuis 5 ans, des pressions se multiplient sur tous types de publications (retards voire interdiction de sortie et modifications de contenus). En parallèle divers décrets ou circulaires limitent, entravent ou interdisent que nous communiquions sur nos actions. Or l'information est une des 4 missions qui nous est confiée par la loi.
Dès lors que le pouvoir exécutif dépasse son rôle de pilotage et de coordination et nous empêche d'exercer nos missions conformément à nos statuts ça pose une question à la fois :

- démocratique de concentration des pouvoirs aux mains du Premier ministre et des préfets, faisant fi du Parlement et des instances de gouvernance spécifiques (conseil d'administration, commission régionale des aides, ...)
- et existentielle de dénaturation de l'ADEME dans sa vocation même (informer et inciter), avec des conséquences pour chacun de nous de perte de sens dans notre travail (auto-censure, découragement , ...).

Heureusement le Conseil d'administration reste une instance plurielle donnant la parole à différentes parties prenantes. Certaines se sont émues à plusieurs reprises de ces divers empêchements. Notre rôle de représentant.es du personnel est parfois de préparer le terrain (introduire un sujet en donnant des éléments complémentaires à ceux fournis par la direction) et de laisser l'espace aux autres membres du Conseil d'administration pour leur prise de parole. Personnalités qualifiées, représentants du Parlement ou des collectivités sont les meilleurs porte-parole de l'ADEME et des sujets qui nous animent. Permettre et contribuer à un débat de fond au CA est la ligne que nous avons toujours suivi pendant ces 5 ans. Elle a permis de contenir certains excès et que l'ADEME soit moins empêchée, même si nous devrons continuer de lutter pied à pied contre ces dérives délétères.



Le CA, à quoi ça sert ?

Le rôle principal du CA est de définir la stratégie de l'ADEME et de statuer sur ses moyens. Les décisions portent sur 3 points.

1. Les orientations : par exemple le COP – établi avec l'Etat et nos diverses stratégies thématiques ou cibles,
2. Les moyens : budget et effectifs de l'ADEME,
3. Les actions : les systèmes d'aide, la contractualisation avec les partenaires, les dossiers de financement dont le montant dépasse 8 M€ ou qui n'entrent pas dans nos 4 grands systèmes d'aide.

Le CA est également un lieu d'information et de débat sur nos résultats : rapport de gestion, compte financier, rapport d'activité, risques stratégiques, politique de recherche, politiques ciblées (énergie, déchets, sols, air, bioéconomie, adaptation, collectivités, entreprises, etc.), communication de l'Agence, partenariats.

La communication du CA aura été exclusivement intersyndicale pour ce mandat 2022-2026

13 communications intersyndicales en 5 ans, sachant que toute la communication spécifique au projet de loi "Etat plus fort" était à part de ces communications.

- 5 conseils d'administration par an, 4 en 2024.
- En complément, des consultations écrites ont eu lieu, 1 à 4 par an.
- Toutes les communications en ligne : snefsu.org/sujets/le-sne-et-ses-sections/ademe/conseil-dadministration/

Quelques exemples :

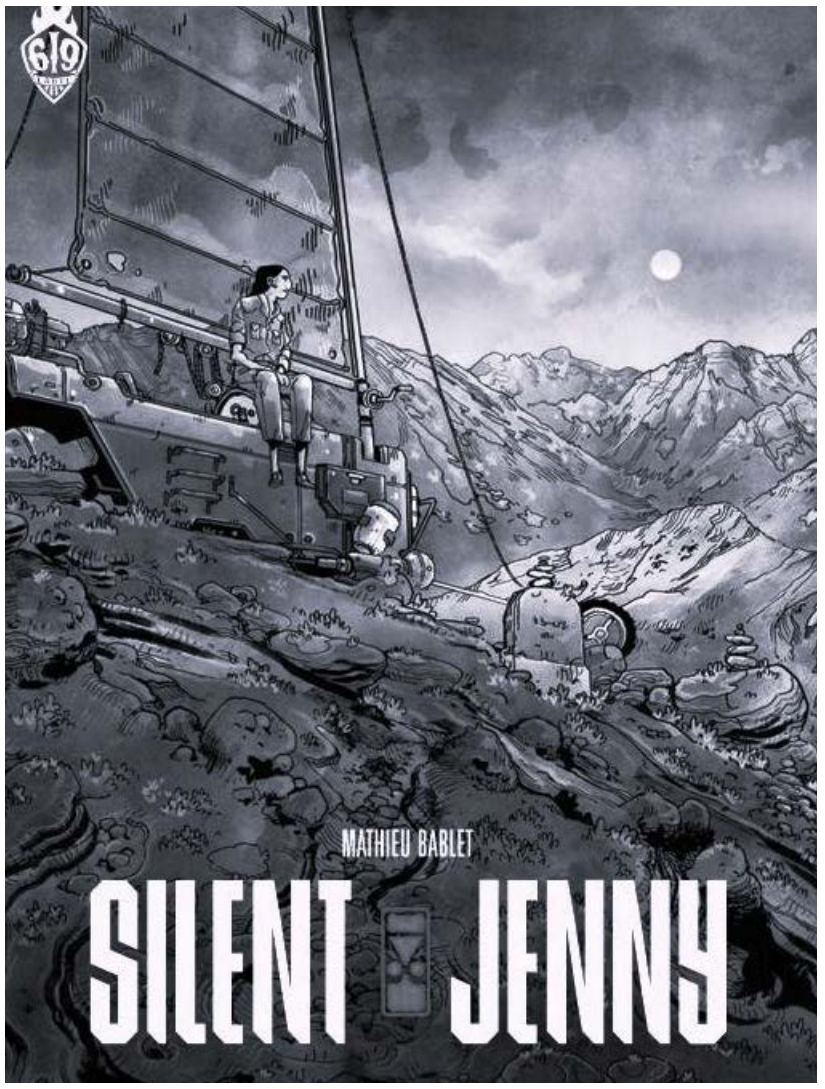
- 2022 - Courrier au Premier Ministre au sujet de la gouvernance de l'ADEME
- 2025 : Renforcement du pouvoir des préfets : alerte sur l'avenir de l'ADEME
- 2026 : Le Conseil d'administration de l'ADEME refuse le projet du gouvernement devant le ministre Mathieu Lefèvre

Littérature & BD

Mathieu Bablet imagine un monde post-apocalyptique où les abeilles ont disparu. Des pollutions énormes subsistent par endroit et il y est donc recommandé de porter des combinaisons étanches. Les pollutions font tantôt fondre la peau, tantôt pousser des protubérences sur le corps. Les contaminations sont nombreuses et affectent gravement et sur le long terme les populations survivantes, quand elles ne meurent pas de faim ou de soif. Les personnes les plus basses dans l'échelle sociales sont même dénommées les "mange-cailloux."

Un ministère subsiste ou plutôt une multinationale à compétence d'autorité, la "Pyrrhocorp". Il recrute des intérimaires qui prennent tous les risques pour cartographier les zones où des traces de la présence des abeilles sont activement recherchées. Tout n'est que procédures dans ce système que certains ont fui à bord de nomades, des communautés autonomes roulantes.

Comment vivre, ou encore à quoi bon vivre dans un monde tel qu'il est décrit alors même que les plus anciens parmi les personnages ont connu le monde actuel, avec ses plantes, ses saisons et sa biodiversité ? Ils savent donc ce qu'ils ont perdu. Pire, comment élever des enfants dans un tel contexte ?



Les lecteurs saluent le réalisme de la description de la crise climatique et l'urgence du propos.

Établi en 2025, l'objectif de la nouvelle organisation était simple : plaider pour les générations à venir du monde et protéger toutes les créatures vivantes, présentes et futures. Il fut vite surnommé « le Ministère du Futur ».
Raconté entièrement sous forme des témoignages directs de ses personnages, Le Ministère du Futur est un chef-d'oeuvre de l'imaginaire, l'histoire de la façon dont le changement climatique nous affectera tous dans les décennies à venir.
Le décor n'est pas un monde postapocalyptique et désolé, mais un avenir qui nous fonce dessus... et où il nous reste une petite chance de surmonter les défis extraordinaires auxquels nous devons faire face.

